



Chapitre du Luxembourg

Fondation Centesimus Annus Pro Pontifice (FCAPP)

« La construction de la paix en Europe : quel rôle pour la pensée sociale catholique et les valeurs universelles ? »

Conférence européenne

Coorganisée par le chapitre luxembourgeois de la FCAPP, la Luxembourg School of Religion & Society (LSRS) et la Commission des évêchés de l'Union européenne (COMECE)

Luxembourg, à la LSRS, 23 janvier 2026

Contexte : une nouvelle approche de la construction de la paix fondée sur la doctrine sociale de l'Église (DSE)

La Conférence place les valeurs universelles au cœur de la construction de la paix en Europe. Aujourd'hui, tant au niveau européen que mondial, nous traversons une crise morale marquée par la négation de l'importance, du rôle, voire de l'existence même des valeurs universelles. Les valeurs partagées constituent le fondement de toute communauté, car elles rendent possible la coexistence pacifique d'intérêts individuels et collectifs divers, de cultures et d'allégeances différentes. Après la Seconde Guerre mondiale, et après des siècles de « guerres civiles européennes » ayant fait des millions de victimes — tragédies humanitaires, génocides, déportations, déplacements et innombrables violations des droits humains — les valeurs universelles, incarnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des Nations unies, le droit international et les systèmes économiques, financiers et politiques fondés sur des règles, ont fourni le socle de la résolution des conflits par le dialogue, la diplomatie et l'intégration.

Il est un fait historique que le monde catholique et la doctrine sociale de l'Église ont joué un rôle de premier plan dans la construction d'un ordre européen et international visant à garantir la paix et le développement. Cet ordre a depuis été ébranlé et fragilisé par des transformations profondes (*Rerum novarum*) de toutes natures : technologiques, démographiques, économiques, financières et environnementales. Pourtant, ce ne sont pas ces changements en eux-mêmes qui expliquent la « polycrise » actuelle et le retour ainsi que la propagation de la guerre.

Lorsque des dirigeants — et parfois des nations entières — en viennent à croire que les intérêts et les valeurs qui fondent leurs communautés sont menacés, et lorsque ces valeurs sont perçues comme une identité exclusive à défendre contre les autres plutôt que comme des valeurs



universelles, le conflit devient inévitable et irréconciliable. La survie est alors recherchée par la puissance et la force, plutôt que par la construction de la paix.

Au cœur de la crise actuelle se trouve une perte de discernement spirituel et moral, qui brouille la distinction entre le bien commun et les intérêts particuliers. Le pouvoir tend à remplacer le sens comme principe organisateur de la vie économique, sociale et politique. La construction de la paix exige donc le rétablissement d'une capacité partagée de discernement et de dialogue, fondée sur le respect mutuel et sur la recherche de la dignité humaine pour tous. La DSE et le monde catholique sont ainsi appelés à jouer un rôle fondamental dans la fourniture des infrastructures de valeurs nécessaires à la paix et à la stabilité en Europe.

La relation entre les principes de la DSE et l'universalité est complexe et multidirectionnelle. Les principes de la DSE sont universels et applicables à travers les cultures et les communautés, tandis que les valeurs universelles trouvent en définitive leurs racines profondes dans la DSE. Cette perspective a acquis une force particulière depuis le Concile Vatican II et à travers le riche magistère des papes de l'après-guerre.

La mission du catholicisme est ainsi devenue bien plus exigeante — et bien plus stimulante — que la simple diffusion de la DSE. L'évangélisation implique l'inculturation de l'Évangile dans des contextes sociaux divers et à travers les différentes étapes du développement social (*Rerum novarum*). Le pape François disait souvent : « Le prosélytisme n'est pas chrétien ». Le pape Léon, dans son discours au corps diplomatique du 9 janvier 2026, a exprimé clairement cette intuition : « Dans toute recherche religieuse sincère se reflète l'unique Mystère divin qui embrasse toute la création. »

La construction de la paix devient ainsi « un processus de synodalité spirituelle », impliquant un nouvel investissement dans la DSE, un engagement dans le dialogue œcuménique et interreligieux, ainsi que le développement d'une réflexion et d'une pratique éthiques dans l'intégration économique, sociale et environnementale. C'est cette approche qui guidera la Conférence.

L'événement : première Conférence européenne de la FCAPP

La Conférence se tient dans un contexte de conflits sans précédent et en constante escalation en Europe et dans les régions qui l'entourent. Les mécanismes multilatéraux de dialogue et de coopération, anciens comme nouveaux, peinent de plus en plus à remplir leur mission de promotion de la paix, de la sécurité et du développement.

Au début du pontificat de Léon XIV, qui a mis fortement l'accent sur la paix et la pensée sociale catholique, la FCAPP souhaite mobiliser ses ressources intellectuelles et relationnelles afin d'examiner les dimensions sociales, économiques et politiques de la construction de la paix dans le cadre d'une réflexion globale.



Si les efforts actuels se concentrent légitimement sur la diplomatie, les négociations et les compromis nécessaires pour mettre fin à la violence, la paix ne peut se réduire à la cessation des hostilités. Elle suppose également de s'attaquer aux causes profondes des conflits, de remettre en question les polarisations et les injustices, et d'investir dans des infrastructures essentielles — non seulement physiques, financières et humaines, mais aussi et surtout sociales et éthiques : les valeurs universelles qui soutiennent les communautés pacifiques. En définitive, la construction de la paix implique une transformation des mentalités et des cœurs. C'est pourquoi la Conférence favorisera des échanges multidisciplinaires entre intellectuels, chefs d'entreprise et décideurs publics.

Objectifs : promouvoir un rôle actif des communautés de foi et l'unité et l'engagement de tous les catholiques

La Conférence débutera par une évaluation de l'état de l'économie, de la société et des institutions de gouvernance, guidée par la boussole morale de la DSE et ses principes fondamentaux (par exemple : droits humains, justice sociale, éducation, démocratie, liberté religieuse). Une attention particulière sera accordée aux pauvres, aux sans-abri, aux réfugiés et aux communautés les plus exposées aux ravages de la guerre.

L'objectif est de clarifier le rôle que la DSE et les catholiques peuvent jouer dans le renforcement des normes éthiques et des valeurs universelles qui fondent la coexistence pacifique et des sociétés inclusives.

Nous sommes convaincus que la DSE peut exercer une influence large et constructive, permettant à l'ensemble des acteurs concernés de contribuer positivement à l'élaboration des politiques publiques, à la vie économique et au développement social. Les discussions s'articuleront autour de quatre axes thématiques, développés lors de sessions parallèles :

1. **La transition vers une économie de la paix** : reconstruction des infrastructures, PME, énergie, technologie, marchés financiers, investissement.
2. **Marchés du travail et défis démographiques** : emploi, migration, éducation, familles, enfants et jeunes, santé, égalité des chances.
3. **Construction et reconstruction du capital social** : confiance, inclusion sociale, renforcement institutionnel, dialogue interculturel et interreligieux.
4. **Disparités locales et régionales** : écarts de revenus, développement industriel, cohésion sociale ; élargissement de l'UE et intégration paneuropéenne.

La session finale portera sur **l'intégration européenne comme voie vers la paix**. Dans l'après-guerre, l'Église catholique et la DSE ont profondément influencé l'intégration européenne en réponse au nationalisme et au communisme, et comme fondement de la paix. Le pape Pie XII a exprimé un soutien prophétique au supranationalisme comme modèle de construction de la paix et de gouvernance multilatérale. On peut rappeler le rôle de Mgr Giovanni Battista Montini au sein du



Chapitre du Luxembourg

Mouvement européen. Un principe similaire caractérise l'organisation même de l'Église, avec une forte orientation universelle au niveau central et une structure décentralisée.

L'Europe est depuis devenue de plus en plus intégrée, évoluant vers bien plus qu'une « nation », tout en offrant un modèle de gouvernance qui sauvegarde la dignité humaine et promeut la fraternité universelle.

Dans la crise actuelle, une nouvelle question se pose toutefois : comment l'Europe peut-elle jouer un rôle mondial significatif dans la reconstruction d'un cadre efficace de dialogue et de coopération internationale ? Comment peut-elle promouvoir les valeurs universelles, les droits humains, le droit international, la solidarité avec les pauvres, les réfugiés et les migrants, ainsi que la protection de l'environnement ?

Partenariats

Dans la perspective de l'avenir, nous cherchons à renforcer et à développer des partenariats avec un large éventail d'institutions et d'acteurs, notamment :

- le diocèse de Luxembourg, le cardinal Jean-Claude Hollerich ;
- des représentants des institutions européennes (Commission européenne, Parlement européen, et institutions financières européennes telles que la BERD, la BEI, le MES et la Banque de développement du Conseil de l'Europe) ;
- des organisations du secteur privé (BusinessEurope, Fédération bancaire européenne, Insurance Europe, syndicats européens) ;
- des responsables politiques européens et nationaux ;
- des *think tanks* et des institutions académiques ;
- et, le cas échéant, d'autres communautés religieuses (protestantes, juives, islamiques, etc.).

Luxembourg et organisation

La Conférence se déroulera sur une journée complète, le 23 janvier, débutant par une messe matinale et se concluant par une méditation et une réception en soirée. Elle se tiendra à la Luxembourg School of Religion and Society (LSRS), coorganisatrice de l'événement avec la FCAPP.

Le Luxembourg offre en lui-même un symbole fort de dialogue et de solidarité, avec 170 nationalités et une population composée à 47 % de personnes n'ont pas la citoyenneté luxembourgeoise. Comme l'a souligné le Grand-Duc de Luxembourg dans son message de Noël : « Le Luxembourg est un carrefour de cultures, de langues et de modes de vie, un lieu de dialogue et d'échange (...) Cette solidarité est notre force. Je suis bien conscient que cela ne va pas de soi. »



Chapitre du Luxembourg

La Conférence appliquera, *mutatis mutandis*, **la méthode synodale** à travers des ateliers et des discussions en petits groupes. Le format sera hybride, avec environ 80 à 100 participants sur place et la possibilité de participation à distance aux sessions plénières. **L'anglais et le français** seront les langues de travail, avec une interprétation simultanée (sauf pour les sessions parallèles II, III et IV).

Résultats attendus et suivi

La Conférence vise à accroître la visibilité et le soutien au travail des sections de la FCAPP dans les villes accueillant des institutions européennes, notamment Bruxelles et Luxembourg. Elle cherche également à mobiliser membres et partenaires afin de promouvoir une meilleure connaissance de la DSE et de contribuer, dans une perspective catholique, aux processus de construction de la paix et d'intégration européenne, qui ont historiquement puisé leur force dans les racines chrétiennes de l'Europe et l'engagement catholique.

Une synthèse des contributions de la Conférence sera préparée, accompagnée d'un agenda proposé pour des actions futures, incluant :

- la publication de contributions et d'articles sélectionnés ;
- la poursuite de la réflexion au sein de groupes de travail ad hoc ;
- l'organisation de réunions thématiques et de webinaires (par exemple sur les critères éthiques du recours à la force dans des cas exceptionnels, ou sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire) ;
- le développement de conférences continentales sur la construction de la paix et la DSE pour l'Asie, les Amériques, l'Afrique et la région méditerranéenne.

Comité de pilotage

La Conférence est organisée par un petit comité opérationnel de pilotage coordonné par Christophe Déage, responsable de la section luxembourgeoise de la FCAPP, avec la participation du P. Manuel Barrios Prieto, secrétaire général de la COMECE, Alessandro Politi, membre actif de la section luxembourgeoise de la FCAPP, et Oliver Galea, secrétaire général de la FCAPP à Rome.

Partners

